

**FORMULAIRE
FORMULE 81J**

MOTION EN MODIFICATION DES ALIMENTS POUR ENFANT SUR CONSENTEMENT

N° du dossier _____

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE

ENTRE :

requérant(s)

et

intimé(s)

**MOTION EN MODIFICATION DES ALIMENTS POUR ENFANT SUR CONSENTEMENT
(FORMULE 81J)**

Requérant

Adresse aux fins de signification : _____
(numéro et rue)

_____ (cité, ville, village) _____ (province) _____ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : _____

Numéro de téléphone : _____ (travail)
_____ (domicile)

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Avocat du requérant

Nom de l'avocat du requérant : _____

Raison sociale (*s'il y a lieu*) : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(numéro et rue)

_____ (cité, ville, village) _____ (province) _____ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Formule 81J

Intimé

Adresse aux fins de signification : _____
(numéro et rue)

_____ (cité, ville, village) _____ (province, état, pays) _____ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : _____

Numéro de téléphone : _____ (travail)
_____ (domicile)

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Avocat de l'intimé

Nom de l'avocat de l'intimé : _____

Raison sociale (*s'il y a lieu*) : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(numéro et rue)

_____ (cité, ville, village) _____ (province) _____ (code postal)

Adresse électronique (*le cas échéant*) : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

***REMARQUE : CETTE FORMULE SERT POUR DEMANDER UNE MODIFICATION DES ALIMENTS POUR ENFANT QUE PRÉVOIT LA LOI SUR LE DIVORCE OU LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE.**

Directives à l'intention des parties :

SI VOUS DEMANDEZ LA MODIFICATION D'UNE CONDITION RELATIVE AUX ALIMENTS POUR ENFANT PRÉVUE DANS UN ACCORD QUI N'A PAS ENCORE ÉTÉ DÉPOSÉ AUPRÈS DE LA COUR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 79 DE LA LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, VOUS DEVEZ DÉPOSER L'ACCORD AVANT DE PRÉSENTER LA PRÉSENTE MOTION EN MODIFICATION DES ALIMENTS POUR ENFANT.

CHACUN D'ENTRE VOUS DEVRAIT SONGER À CONSULTER UN AVOCAT AVANT DE SIGNER LE PRÉSENT CONSENTEMENT.

À LA COUR :

La présente motion en modification des aliments pour enfant est déposée par les parties avec le consentement du requérant et de l'intimé.

Nous demandons à la cour de rendre l'ordonnance sollicitée dans la présente motion en se fondant uniquement sur la présente formule.

1. Nous savons que chacun d'entre nous a le droit de consulter son avocat au sujet de cette instance et comprenons que la signature du présent consentement peut donner lieu à une ordonnance définitive de la cour qui sera exécutée.

2. DÉCLARATION DU REQUÉRANT ET DE L'INTIMÉ

Pour les instances formées sous le régime de la Loi sur le droit de la famille

Nous attestons que nous sommes conscients des obligations qui nous sont imposées en application de l'article 5 de la *Loi sur le droit de la famille*.

Pour les instances formées sous le régime de la Loi sur le divorce

Nous attestons que nous sommes conscients des obligations qui nous sont imposées en application des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à _____, le _____, 20_____.

Signature du requérant

Signature de l'intimé

ATTESTATIONS DES AVOCATS

3. Je m'appelle _____ et je suis l'avocat du requérant dans cette instance. J'atteste m'être conformé aux exigences prévues à

- l'article 6 de la *Loi sur le droit de la famille*.
 l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à _____, le _____, 20_____.

Signature de l'avocat du requérant

4. Je m'appelle _____ et je suis l'avocat de l'intimé dans cette instance. J'atteste m'être conformé aux exigences prévues à

- l'article 6 de la *Loi sur le droit de la famille*.
 l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

FAIT à _____, le _____, 20_____.

Signature de l'avocat de l'intimé

5. Nous avons joint l'accord en vigueur ou l'ordonnance en vigueur portant sur les aliments pour enfant et demandons à la cour de rendre une ordonnance modifiant cet accord ou cette ordonnance comme il est énoncé ci-dessous.

Cochez la ou les cases qui s'appliquent :

6. Le revenu annuel total de la personne qui verse les aliments s'élève à _____ \$.

Le débiteur est n'est pas un travailleur indépendant.

Formule 81J

7. Les preuves relatives au revenu du débiteur ont été fournies au bénéficiaire au moyen : *(Cochez au moins une case.)*

- de la plus récente déclaration de revenus
- du plus récent avis de cotisation d'impôt sur le revenu
- d'un récent talon de chèque de paie
- de registres commerciaux
- d'une autre preuve *(Donnez des précisions.)*

8. *(Nom de la partie)* _____ doit verser à *(nom de la partie)* _____ la somme de _____ \$ par mois pour l'enfant ou les enfants suivants : *(nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants)* _____ à compter du *(date)* _____.

9. Cette somme correspond à celle qui figure dans la table des lignes directrices sur les aliments pour enfant.
- Cette somme est supérieure à celle qui figure dans la table des lignes directrices sur les aliments pour enfant.
- Cette somme est inférieure à celle qui figure dans la table des lignes directrices sur les aliments pour enfant pour les raisons suivantes : *(Donnez des précisions.)*

10. À compter du *(date)* _____, *(nom de la partie)* _____ doit verser à *(nom de la partie)* _____ la somme de _____ \$ au titre des dépenses spéciales ou extraordinaires suivantes :

Nom de l'enfant	Genre de dépenses	Montant total de la dépense	Part du débiteur	Modalités de paiement <i>(fréquence des paiements, date d'échéance, etc.)</i>
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	
		\$	\$	

(Ne remplir les articles 11 et 12 que si les parties conviennent de dépenses spéciales ou extraordinaires.)

11. Le revenu annuel total du bénéficiaire s'élève à _____ \$.

12. Les preuves relatives au revenu du bénéficiaire ont été fournies au débiteur au moyen : (*Cochez au moins une case.*)

- de la plus récente déclaration de revenus
- du plus récent avis de cotisation d'impôt sur le revenu
- d'un récent talon de chèque de paie
- de registres commerciaux
- d'une autre preuve (*Donnez des précisions.*)

13. L'accord ou l'ordonnance portant sur les aliments pour enfant à l'égard de l'enfant ou des enfants suivants : (*nom et date de naissance de l'enfant ou des enfants*) _____ daté du _____ doit prendre fin au (*date*) _____.

Si un montant d'aliments à l'égard d'un ou des enfants est en souffrance, remplissez les articles ci-dessous qui s'appliquent.

14. Le montant d'aliments pour enfant dû à (*nom du bénéficiaire*) _____ est fixé à _____ \$ au (*date*) _____.

15. (*Nom du débiteur*) _____ doit verser à (*nom du bénéficiaire*) _____ la somme de _____ \$ par mois à compter du (*date*) _____ jusqu'à ce que le montant intégral dû soit payé.

Les parties n'ont pas besoin de signer le présent consentement en même temps, mais chacune d'elles doit le signer en présence d'un témoin qui le signe à son tour immédiatement après la partie.

REMARQUE : Le témoin ne peut être l'une des parties. Si le témoin ne connaît pas la partie, il devrait demander à voir une pièce d'identité qui prouve que le signataire du consentement est la même personne que celle qui est partie au consentement.

Signature du requérant

Signature de l'intimé

Date de la signature du requérant

Date de la signature de l'intimé

Signature du témoin

Signature du témoin

Dactylographiez le nom du témoin à la signature du requérant ou écrivez-le en caractères d'imprimerie.

Dactylographiez le nom du témoin à la signature de l'intimé ou écrivez-le en caractères d'imprimerie.

Formule 81J

Adresse du témoin

Adresse du témoin

Numéro de téléphone du témoin

Numéro de téléphone du témoin

2010-135; 2018-35; 2021-17